

Cote du document: EB 2014/LOT/P.9
Date: 1^{er} août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la Géorgie pour le Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh
Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	12
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

FDAR	Fonds de développement agricole et rural
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
TRE	Taux de rendement économique
VAN	Valeur actuelle nette

Carte de la zone du projet

Georgia

Agriculture Modernisation, Market Access and Resilience

Design report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Géorgie

Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Géorgie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	31,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,61 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,3 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes, avec un taux d'intérêt fixe de 1,25% et une commission de service de 0,75% par an sur le montant de l'encours en principal et un délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration
Cofinancier:	Fonds pour l'environnement mondial (Fonds spécial pour les changements climatiques), sous réserve d'approbation
Montant du cofinancement:	5,3 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	2,4 millions d'USD (estimation)
Contribution des bénéficiaires:	9,76 millions d'USD
Convergence avec d'autres programmes:	0,5 million d'USD (don FIDA – Renforcement des capacités pour une agriculture plus résiliente et plus compétitive – approuvé en décembre 2013)
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la Géorgie pour le Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience, telle qu'elle figure au paragraphe 53.

Proposition de prêt à la Géorgie pour le Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Actuellement classée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (avec un revenu national brut par habitant de 3 290 USD en 2012), la Géorgie a une population d'environ 4,5 millions d'habitants, dont 2,1 millions vivent en milieu rural (46,2%), soit l'équivalent de 550 000 ménages environ à raison de 3,75 personnes par ménage. Le taux de pauvreté national, qui était de 20,9% en 2010, sur la base du seuil de pauvreté national, était tombé à 14,8% en 2012. Les taux de pauvreté sont 80% plus élevés en zone rurale qu'en milieu urbain, soit respectivement 18,8% et 10,5% en 2012.
2. Le développement du secteur agricole a été entravé par l'insuffisance ou le manque d'infrastructures de base ou de production, en particulier dans le domaine de l'irrigation; les opportunités limitées hors de l'agriculture; les graves lacunes des filières; le capital social et humain réduit; l'exode rural, en particulier celui des jeunes; et le manque de soutien de l'État. La situation a été exacerbée par la privatisation des terres, qui a abouti à la multiplication des petites exploitations, environ 75% des ménages disposant en fin de compte de moins d'un hectare. Ce morcellement combiné à une faible capacité d'organisation a contribué au développement de l'agriculture de subsistance et au déclin général de la rentabilité de l'activité agricole. La tendance à la baisse de la production agricole a été de pair avec l'incidence croissante de la pauvreté rurale. L'agriculture représente actuellement 45% du revenu des ménages ruraux, les transferts sociaux et les pensions 28%, et le travail salarié seulement 27%.
3. Depuis 2010, après 15 années consécutives de négligence, le déclin à long terme de l'agriculture commence à s'inverser. En 2013, la production du secteur agricole avait augmenté de 40,3% par rapport à son niveau de 2010 en valeur nominale. La part du budget de l'État affectée à l'agriculture a fait un bond de plus de 350% depuis 2010: passant de 1,3% du total en 2010 à 3,8% en 2014. L'augmentation des crédits destinés à l'agriculture avait déjà commencé sous le gouvernement précédent, ce qui laisse penser qu'il existe un consensus de plus en plus large au sein de l'ensemble des forces politiques sur la nécessité de moderniser le secteur agricole.
4. Le renforcement des relations entre la Géorgie et l'Union européenne, qui ont signé en juin 2014 un accord d'association, comprenant le cadre de libre-échange complet et approfondi, est un événement notable. De nouvelles opportunités commerciales s'ouvrent ainsi sur de nombreux marchés lucratifs, obligeant les producteurs et les exportateurs géorgiens à faire un important effort pour améliorer leur productivité et la qualité de leurs produits afin d'être compétitifs.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience est en cohérence avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats de la Géorgie, qui vise à améliorer la capacité de production des ruraux pauvres, à leur donner plus largement accès aux marchés et à conserver les ressources naturelles. Il prend aussi en compte les objectifs stratégiques du FIDA tendant à renforcer les capacités des ruraux pauvres et à leur offrir un accès équitable aux ressources naturelles productives, aux capitaux et aux marchés. Il correspond enfin pleinement à la stratégie gouvernementale de développement agricole de la Géorgie, qui accorde un rang élevé de priorité à la revitalisation de l'agriculture irriguée et au développement des filières.
6. Le projet est aligné sur la stratégie gouvernementale dans quatre directions principales, à savoir: a) accroître la compétitivité de la production agricole; b) assurer des augmentations équitables des revenus ruraux afin de pérenniser les moyens d'existence et la sécurité alimentaire; c) sécuriser les approvisionnements alimentaires afin de protéger les habitants et d'améliorer l'accès aux marchés intérieurs et extérieurs; et d) promouvoir un environnement durable en vue de préserver les ressources naturelles pour l'avenir.
7. Le changement de politique radical qui est intervenu en Géorgie et l'intérêt renouvelé pour la revitalisation du secteur agricole, notamment en ce qui concerne l'agriculture irriguée et le développement des filières, offrent au projet une grande opportunité de développement. Parmi les organismes de développement qui sont à l'œuvre en Géorgie, le FIDA est celui qui soutient le développement agricole du pays depuis le plus longtemps. Le besoin urgent de réduire la pauvreté rurale justifie l'approfondissement de son engagement en Géorgie. Il est bien placé pour tirer profit du créneau qu'il occupe dans le Caucase et apporter de la valeur ajoutée à l'engagement politique et au renforcement des capacités des parties prenantes, notamment en ouvrant et en poursuivant le dialogue à de multiples niveaux, c'est-à-dire avec le secteur privé, le gouvernement et les agriculteurs.
8. L'approche filières intégrée dans le projet répondra à l'évolution des marchés et soutiendra la diversification, ce qui la rend particulièrement adaptée au contexte actuel du pays. L'octroi de dons de contrepartie devrait stimuler les investissements agricoles, en particulier dans le secteur financier rural.
9. La Géorgie est un pays sensible au climat où les pratiques de conservation des sols et des eaux sont encore sous-développées. Il est indispensable de renforcer la capacité d'adaptation de la population rurale pour faire face au changement climatique et à ses répercussions potentielles sur le secteur agricole. Le financement sous forme de dons du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), s'il est accordé, stimulera l'adoption de mesures visant à répondre aux effets du changement climatique. En particulier, le projet s'attaquera aux priorités de l'adaptation au changement climatique définies par le gouvernement pour le secteur agricole et aux options d'adaptation envisagées par le Programme régional de réduction de la vulnérabilité au changement climatique des systèmes agricoles du Caucase méridional.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le projet couvrira l'ensemble du territoire de la Géorgie. Sa portée géographique précise sera déterminée par la vulnérabilité au changement climatique et l'existence de filières. Seront prioritaires les populations rurales pauvres des zones présentant des possibilités de développement de l'agriculture et de l'irrigation. Le projet visera à atteindre les segments de la population rurale dotés d'un potentiel productif. C'est toutefois son caractère intégrateur qui sera la pierre de touche de

la stratégie de ciblage du projet, qui combinera une modalité pilotée par la demande avec un autociblage et des critères d'éligibilité en faveur des pauvres.

11. Le groupe cible principal se composera de petits exploitants pauvres et productifs. Le groupe cible secondaire comprendra les autres acteurs des filières, y compris les entreprises agroalimentaires, les coopératives et les prestataires de services. La stratégie de ciblage du projet sera cohérente avec celle du Projet d'appui à l'agriculture en cours, qui applique le ciblage géographique, l'autociblage et le ciblage direct. Elle sera toutefois affinée et adaptée, si besoin est, afin de garantir que tous les paramètres techniques et économiques seront respectés et alignés sur les priorités identifiées au moyen des processus ayant fait appel à la participation des multiples parties prenantes de chaque filière.

B. Objectif de développement du projet

12. Le projet a pour but d'augmenter les revenus et de réduire durablement la pauvreté des populations rurales (femmes et hommes) de Géorgie.
13. Son objectif de développement est de stimuler l'investissement dans des filières agricoles intelligentes face au climat afin d'accroître les revenus des petits exploitants et de renforcer leur résilience.
14. Les indicateurs de performance clés du projet seront les suivants: a) augmentation de plus de 20% en valeur réelle des revenus agricoles de plus de 10 000 ménages aidés; b) hausse de 20% de la valeur totale (par rapport aux prix de référence du marché) de l'excédent des productions agricoles ciblées, vendu par les producteurs, les entreprises agroalimentaires et les commerçants participants; et c) adoption par 50% des petits producteurs formés d'une ou plusieurs des meilleures pratiques ou technologies agricoles intelligentes face au climat qui sont promues par le projet.

C. Composantes/résultats

15. **Les résultats attendus**, de portée transversale, découleront des activités exécutées au titre des composantes 1 et 2. Ils sont les suivants: i) amélioration des moyens d'existence agricoles ruraux et renforcement de la résilience des populations rurales au changement climatique; et ii) expansion des filières sans exclusive et intelligentes face au climat, offrant de meilleurs débouchés aux petits exploitants.
16. Le projet sera organisé en deux composantes complémentaires, coordonnées par une composante de gestion du projet.
17. **Composante 1: investissement dans l'irrigation et dans les filières agricoles.** Cette composante soutiendra l'investissement dans les réseaux d'irrigation secondaires/tertiaires hors exploitations ainsi que dans l'infrastructure des filières productives (sous-composante 1.1). Elle stimulera aussi l'investissement privé des petits exploitants et des entreprises agroalimentaires dans des méthodes de production et des activités de filières intelligentes face au climat, financé en partie au moyen d'un système de dons de contrepartie (sous-composante 1.2). Les investissements relevant de cette composante seront pilotés principalement au moyen d'une approche participative impliquant les petits exploitants et les entreprises agroalimentaires dans le cadre de processus faisant intervenir des acteurs multiples.
18. **Composante 2: développement d'une agriculture et de filières intelligentes face au climat.** Les principales activités prévues dans le cadre de cette composante, qui bénéficieront d'investissements durant tout le cycle de projet, sont les suivantes: i) sélection initiale et ordre de priorité des filières; ii) processus permanent de facilitation impliquant des acteurs multiples dans chaque filière afin d'identifier les contraintes majeures et d'y remédier; et iii) transfert et promotion

des meilleures pratiques et technologies agricoles intelligentes face au climat, et formation y relative, y compris sur le terrain en petites parcelles techniques.

19. **Composante 3: Gestion du projet.** La gestion du projet sera confiée au Ministère de l'agriculture, qui agira par l'intermédiaire du Fonds de développement agricole et rural (FDAR), entité juridique sans but lucratif présidée par le Premier Ministre, le Ministre de l'agriculture en étant président adjoint.

III. Exécution du projet

A. Approche

20. Le développement sans exclusive de la production marchande est au cœur de l'approche adoptée. Le projet œuvrera avec les acteurs primaires et secondaires – groupements d'agriculteurs et de producteurs, entreprises agroalimentaires et principaux prestataires de services – afin de surmonter les principales contraintes identifiées au sein des filières, du stade de la production primaire à celui de la commercialisation, en passant par la collecte et la transformation. Il encouragera, par ailleurs, les systèmes de production agricole susceptibles de prospérer face aux conditions climatiques futures prédites dans chaque région, afin d'assurer le développement de filières durables, compétitives et dynamiques.
21. Le projet stimulera l'augmentation de l'investissement privé (par les agriculteurs, les groupements de producteurs, les entreprises agroalimentaires et les prestataires de services) dans les filières agricoles prioritaires offrant de sains débouchés ainsi que des possibilités de participation, dans de bonnes conditions de concurrence et de rentabilité, des petits exploitants géorgiens. Plus précisément, le projet s'attaquera aux risques réels et perçus de l'investissement par les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires et les autres acteurs des filières. À cette fin, des paquets de soutien technique seront fournis, parallèlement aux dons partiels de contrepartie, aux "primo-investisseurs" privés (agriculteurs et entreprises agroalimentaires, y compris les coopératives), et les relations commerciales entre producteurs, acheteurs, transformateurs et commerçants seront facilitées au sein des filières et en dehors de celles-ci, jusqu'aux marchés finals.
22. Le projet soutiendra aussi l'investissement direct dans l'infrastructure de la production et des filières, considérée comme "bien public", sur la base des priorités définies par les acteurs des filières eux-mêmes. Cette infrastructure comprendra les petits réseaux d'irrigation secondaires et tertiaires, les installations locatives de stockage en gros, et le développement de normes professionnelles susceptibles de débloquent l'investissement privé de la part des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires. Le projet aura une durée de quatre ans.

B. Cadre organisationnel

23. L'agent principal du projet sera le Ministère de l'agriculture, agissant par l'intermédiaire du FDAR. Ce fonds comprendra des unités techniques distinctes, dont une pour le FIDA, une autre pour la gestion du futur projet de développement de l'irrigation et du marché foncier en Géorgie (GILMD), financé par la Banque mondiale, et d'autres encore pour des projets financés par des donateurs.
24. Le FDAR sera notablement renforcé pour gérer les projets prévus. Certains postes d'encadrement et autres seront partagés entre le présent projet et celui de la Banque mondiale, par souci d'efficacité et de coordination (spécialement dans les domaines des finances, de la passation des marchés et de l'administration). Entre autres fonctions, le FDAR sélectionnera et nommera le personnel technique ou fera appel aux prestataires locaux de services contractuels nécessaires pour:
- i) fournir des conseils d'expert sur la promotion d'une agriculture intelligente face au climat et la restauration des paysages;

- ii) faciliter les processus locaux au sein desquels interviennent les acteurs multiples des filières;
- iii) fournir un suivi de soutien et un appui technique pour la formation des agriculteurs et les parcelles techniques;
- iv) conseiller les agriculteurs sur leurs plans d'exploitation;
- v) tenir des réunions de suivi avec les agriculteurs bénéficiaires de dons accordés dans le cadre du projet;
- vi) agir, ou désigner l'Agence de gestion du projet et/ou toute autre entité agréée par le Fonds, en tant qu'administrateur des dons de faible montant et gérer le système des dons de faible montant à l'intention des petits exploitants dans le cadre du guichet 1 – production primaire intelligente face au climat – de la sous-composante 1.2;
- vii) agir, ou désigner l'Agence de gestion du projet et/ou toute autre entité agréée par le Fonds, en tant qu'administrateur des dons de montant élevé et gérer le système des dons de montant élevé à l'intention des entreprises agroalimentaires et des coopératives dans le cadre du guichet 2 – développement des filières – de la sous-composante 1.2; et
- viii) conclure un accord subsidiaire, le cas échéant, avec l'Agence de gestion du projet et/ou l'entité mentionnée aux alinéas vi) et vii) ci-dessus, définissant les conditions d'exécution des activités qui lui sont assignées.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

- 25. Le principal instrument de planification du projet sera le plan de travail et budget annuel (PTBA). Le premier PTBA, ainsi que le plan de passation des marchés, portera sur les 18 premiers mois du projet. Pour permettre aux parties prenantes de participer pleinement au projet, le processus d'élaboration du PTBA devrait commencer par des consultations au niveau local, dont la synthèse se fera au niveau du FDAR.
- 26. Le suivi-évaluation (S&E) du projet sera exécuté par l'équipe du projet conformément aux procédures établies du FIDA et avec l'appui de celui-ci. Le système de S&E produira des informations quantitatives et qualitatives vérifiables sur la performance du projet sous une forme utile au Ministère de l'agriculture et au FDAR pour planifier et financer leurs activités, comparer les progrès accomplis aux objectifs prévus, et permettre l'adoption de mesures correctives en temps opportun pour remédier aux problèmes rencontrés en cours d'exécution.
- 27. Il est prévu que le projet jouera un rôle dans la production de savoirs, qui permettra de piloter des modèles innovants d'agriculture intelligente face au climat et de développement des filières dans le contexte rural de la Géorgie. Ce processus de pilotage, étayé par une série d'ateliers bien ciblés et d'activités d'apprentissage en commun, sera entrepris en coordination avec les partenaires de développement à l'œuvre dans le pays, comme l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse et la United States Agency for International Development. Par ailleurs, des liens seront établis avec les forums paysans locaux et les organisations de la société civile afin de pouvoir partager et confronter les expériences au fur et à mesure qu'elles sont vécues.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

- 28. **Contexte national et évaluation des risques.** Le risque inhérent a trait à la gouvernance. L'indice de perception de la corruption attribue au pays une note moyenne de 49, qui le classe parmi les moins corrompus de la région. D'après le dernier rapport sur la dépense publique et la responsabilité financière (2013), la

Géorgie a sensiblement amélioré ses systèmes de gestion budgétaire et financière depuis le précédent rapport d'évaluation (2008). La performance en matière de gestion financière des précédents projets financés par le FIDA et par la Banque mondiale, et exécutés par le Ministère de l'agriculture, a été jugée satisfaisante. De plus, le projet, qui a été l'objet d'une préévaluation conformément aux directives du FIDA, est considéré comme exposé à un faible risque initial, à condition toutefois que les mesures d'atténuation exposées dans les paragraphes ci-dessous soient mises en œuvre en temps opportun.

29. **Gestion financière.** Le FDAR sera doté d'un directeur financier et de deux comptables qui seront responsables de la gestion financière et des décaissements. Il tiendra une série complète de comptes conformément aux exigences du FIDA et aux normes comptables internationalement reconnues. À cette fin, le FDAR établira un système approprié de comptabilité et de gestion financière. Il élaborera des rapports financiers intermédiaires trimestriels et des états financiers annuels du projet sous une forme agréée par le FIDA et conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
30. **Comptabilité.** Un compte désigné sera tenu par le Trésor public au sein du compte libellé en une seule devise étrangère ouvert à la Banque nationale de Géorgie et sur lequel seront prélevés les fonds destinés au règlement des dépenses autorisées tant en dollars des États-Unis qu'en lari géorgiens (GEL). En outre, les entités sélectionnées pour exécuter des activités relatives aux dons prévus à la composante 1 tiendront un compte distinct où elles recevront les fonds du projet, auprès d'une banque agréée par le FIDA ou du Trésor public, selon le cas. Le FIDA ne décaissera des fonds destinés à financer les dons de contrepartie que lorsque les dispositions relatives à l'exécution et à la gestion financière auront été finalisées et que les directives en matière d'investissement, agréées par le FIDA, auront été formellement établies.
31. **Audit externe.** Le FDAR nommera un auditeur indépendant qui vérifiera annuellement les comptes de l'ensemble du projet conformément aux Normes internationales d'audit. L'auditeur examinera les documents relatifs aux dépenses figurant sur l'état de dépenses, émettra une opinion sur la gestion du compte désigné et passera en revue les dossiers de passation des marchés. Les dépenses effectuées par les entités sélectionnées pour exécuter des activités relatives aux dons prévus à la composante 1 feront l'objet d'une opinion d'audit distincte. Un état financier consolidé et vérifié, assorti d'une lettre de recommandations mentionnant les observations de l'audit sur les contrôles internes, sera présenté chaque année au FIDA au plus tard six mois après la fin de l'exercice financier.
32. **Passation des marchés.** Étant donné l'excellent bilan de la Géorgie concernant l'amélioration de ses systèmes de passation des marchés publics (évalués par Transparency International, la Banque mondiale et l'Initiative à l'appui de l'amélioration de la gouvernance et de la gestion, lancée conjointement par l'Union européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]), les marchés de biens d'un montant maximal de 100 000 USD se feront selon les procédures d'achat au moyen du système électronique national de passation des marchés légèrement modifié. D'autres modifications sont apportées aux systèmes de passation des marchés publics avec l'appui de la Banque mondiale afin d'en permettre l'application à des processus de passation des marchés par appels d'offres nationaux et internationaux plus complexes. Dans l'intervalle, les marchés de biens, de travaux et de services financés par le prêt seront passés conformément aux dispositions des Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA.
33. **Gouvernance.** En 2013, la Géorgie a obtenu la note 49 sur l'indice de perception de la corruption de Transparency International, ce qui la classait 55^e sur 177 pays. En 2014, la Géorgie s'est classée huitième sur 189 pays sur l'indice de la facilité de

faire des affaires, de la Société financière internationale/Banque mondiale. La performance financière des précédents projets financés par le FIDA et la Banque mondiale, et exécutés par le Ministère de l'agriculture, a été jugée très satisfaisante.

E. Supervision

34. Le projet sera supervisé par le FIDA (dans le cadre de la supervision directe et conformément aux directives y relatives). Une mission de supervision sera organisée au moins une fois par an. Un appui supplémentaire à l'exécution sur des points spécifiquement identifiés sera fourni par le FIDA si le gouvernement et le FIDA le jugent nécessaire ou si la mission de supervision le recommande. Un examen à mi-parcours pour lequel des informations quantitatives et qualitatives sur la performance et l'impact du projet seront recueillies et analysées aura lieu pendant la troisième année d'exécution du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Le total des dépenses d'investissement et de fonctionnement du projet, y compris les imprévus matériels et les hausses de prix, est estimé à environ 31,3 millions d'USD sur une période d'exécution de quatre ans. Les fonds alloués à la gestion du projet représentent environ 2,5% du coût total du projet.

Tableau 1

Coûts du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA	Don du FIDA	Don du FEM	Bénéficiaires (en espèces et en nature)	Emprunteur/c ontrepartie	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Investissement dans l'irrigation et dans les filières agricoles	12 794,2	-	4 089,2	9 760,8	2 359,2	29 003,4
2. Développement d'une agriculture et de filières intelligentes face au climat	-	500,0	1 002,6	-	38,1	1 540,7
3. Gestion du projet	505,8	-	208,2	-	60,3	774,3
Total	13 300,0	500,0	5 300,0	9 760,8	2 457,6	31 318,3

B. Financement du projet

36. Il est prévu que le projet sera financé par les sources suivantes: le prêt du FIDA, d'un montant de 13,3 millions d'USD (42,5% du coût total), qui financera la composante 1 (12,8 millions d'USD) et la gestion du projet (0,5 million d'USD). Le don du FEM, d'un montant de 5,3 millions d'USD (16,9% du coût total du projet), sous réserve qu'il soit approuvé, financera la composante 1 (4,1 millions d'USD), la composante 2 (1 million d'USD) et la gestion du projet (0,2 million d'USD). Le don du FIDA – Renforcement des capacités pour une agriculture plus résiliente et plus compétitive – d'un montant de 0,5 million d'USD ne financera que la composante 2. Les bénéficiaires (par l'intermédiaire des institutions financières) sont censés apporter une contribution d'environ 9,76 millions d'USD. L'apport du gouvernement, sous forme d'exonérations de droits et taxes, ne devrait pas dépasser 2,45 millions d'USD, mais il est plus probable qu'il sera de l'ordre de 1,8 million d'USD.

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Don du FEM		Bénéficiaires (en espèces et en nature)		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement											
Formation	17,9	13,5	69,7	52,4	25,5	19,2	-	-	20,0	15,0	133,1
Équipement et fournitures	26,0	24,8	-	-	59,7	57,2	-	-	18,8	18,0	104,5
Dons et subventions	4 019,9	25,6	324,0	2,1	2 307,1	14,7	9 076,5	57,7	0,0	-	15 727,6
Consultants	69,6	6,4	44,8	4,2	950,2	88,0	-	-	15,3	1,4	1 079,9
Véhicules	-	-	-	-	66,0	82,0	-	-	14,5	18,0	80,5
Travaux	8 524,1	65,5	-	-	1 462,3	11,2	684,2	5,3	2 342,3	18,0	13 013,0
Total dépenses d'investissement	12 657,5	42,0	438,5	1,5	4 870,9	16,2	9 760,8	32,4	2 410,9	8,0	30 138,6
II. Dépenses de fonctionnement											
Salaires et indemnités	510,6	56,7	-	-	390,0	43,3	-	-	-	-	900,6
Dépenses opérationnelles	120,7	50,1	61,5	25,5	18,0	7,5	-	-	41,0	17,0	241,1
Autres dépenses opérationnelles	11,2	29,5	-	-	21,1	55,5	-	-	5,7	15,0	38,0
Total dépenses de fonctionnement	642,5	54,5	61,5	5,2	429,1	36,4	-	-	46,7	4,0	1 179,7
Total	13 300,0	42,5	500,0	1,6	5 300,0	16,9	9 760,8	31,2	2 457,6	7,8	31 318,3

C. Résumé des avantages et analyse économique

37. **Modèles relatifs à l'infrastructure de l'irrigation et des filières.** Le principal avantage proviendra du maintien de la production existante et des augmentations de rendement obtenues grâce à la restauration de l'irrigation. Le scénario "sans le projet" suppose un système de culture comprenant 6 hectares de blé, 1,2 hectare de vergers de pruniers et 4,8 hectares de pommes de terre, rapportant un profit annuel net de l'ordre de 1 284 USD (2 248 GEL). Le scénario "avec le projet" émet l'hypothèse d'une augmentation de rendement de 50%. Le modèle enregistre une valeur actuelle nette (VAN) de 15 940 USD (27 896 GEL) sur une durée de 20 ans et un taux de rentabilité de 17,2%, bien supérieur au coût d'opportunité (10%).
38. **Modèles relatifs aux dons de contrepartie.** Des dons de contrepartie soutiendront les investissements privés visant à remédier aux contraintes identifiées dans les filières et/ou à promouvoir des innovations reproductibles et cohérentes avec la stratégie et le plan d'action de chaque filière mis au point de concert avec les acteurs de la filière. Plusieurs modèles ont été établis pour analyser l'impact économique et financier de l'adoption par les petits exploitants de techniques agricoles intelligentes face au climat.
39. Pour les légumineuses à grains, le modèle donne une VAN de 2 173 USD (3 804 GEL) sur une durée de 10 ans et un taux de rentabilité de 74%. Un autre modèle relatif aux dotations en capital de faible montant montre combien la production de légumes de contre-saison peut être intéressante pour les petits exploitants, avec une VAN financière de 10 220 USD (17 885 GEL) sur une durée de 10 ans et un taux de rentabilité financier très élevé de 103%. Le modèle suivant porte sur l'introduction d'un système de rotation comprenant une culture de légumineuses la première année suivie de deux années de blé, donnant une VAN de 271 USD (475 GEL) sur une durée de 10 ans et un taux de rentabilité de 22,2%. Le modèle relatif à l'apiculture indique que les profits des ménages augmenteraient d'au moins 1 206 USD (2 111 GEL) par an.

40. Deux autres modèles illustrent des activités agricoles susceptibles d'être entreprises par des groupements d'agriculteurs, des coopératives ou des associations. Il s'agit: i) de l'entreposage frigorifique, dont le taux de rentabilité sur les profits additionnels nets est de 72%, ce qui est bien supérieur au coût d'opportunité du capital de 10%; la justification de l'investissement dans l'entreposage frigorifique réside dans la possibilité de vendre à meilleur prix en contre-saison et de réduire les pertes; et ii) de séchoirs à fruits et légumes pour lesquels l'investissement total est estimé à 195 000 USD (341 250 GEL) pour la première année. Le modèle donne une VAN de 206 214 USD (360 876 GEL) sur une durée de 15 ans et un taux de rentabilité de 34,3%.
41. **Analyse économique.** L'analyse a porté sur 20 ans afin de tenir compte de la période de gestation et du démarrage progressif des interventions envisagées. Le scénario présenté dans l'analyse économique est prudent. L'analyse tend à identifier des bénéfices quantifiables directement liés aux activités entreprises à la suite de l'exécution des composantes ou pouvant être attribués à la réalisation du projet.
42. Les coûts économiques additionnels ont été calculés en retranchant les provisions pour hausse de prix ainsi que les droits et taxes. Le coût total du projet s'élève à environ 27,2 millions d'USD. Le taux de rendement économique (TRE) du scénario de base est estimé à 20,6%. Dans ce scénario, la VAN du flux d'avantages nets attribuables au projet, actualisée au taux de 10%, atteint 7,5 millions d'USD.
43. **Analyse de sensibilité.** La rentabilité économique a été testée en fonction de la variation des avantages et des coûts, et de divers retards dans la concrétisation des avantages. En valeur relative, le TRE est tout aussi sensible aux variations des coûts et des avantages. En valeur absolue, ces variations n'ont pas d'impact notable sur le TRE, et la viabilité économique n'est menacée ni par une baisse de 20% des avantages ni par une hausse de 20% des coûts. Une augmentation de 20% du coût total du projet réduirait le TRE de base à environ 18,9%. Un retard d'un an dans la concrétisation des avantages du projet ferait baisser le TRE à 18,7%.

D. Durabilité

44. La durabilité des différentes dimensions du projet sera assurée au moyen de plusieurs mécanismes complémentaires:
- examen attentif visant à identifier les filières de produits agricoles spécifiques adaptées aux conditions climatiques actuelles et futures;
 - promotion de pratiques spécifiques de production agricole intelligentes face au climat auprès des petits exploitants au sein des filières ciblées;
 - mise à profit de l'approche suivie par le projet GILMD de la Banque mondiale afin de rétablir des systèmes d'exploitation et de maintenance viables;
 - restauration des paysages conduite autour des périmètres d'irrigation afin de réduire le risque d'envasement et d'autres types de dégradation analogues;
 - utilisation sélective des dons de contrepartie pour stimuler des investissements privés initiaux susceptibles d'être reproduits et appliqués à plus grande échelle par d'autres acteurs au moyen de financements normaux;
 - continuité de l'investissement privé facilitée par des partenariats avec les institutions financières établies; et
 - du point de vue institutionnel, le projet œuvrera par l'intermédiaire des prestataires de services existants – publics/privés – et de concert avec eux pour fournir aux agriculteurs des services pilotés par la demande.

E. Identification et atténuation des risques

45. La stratégie du projet vise spécifiquement à réduire les risques que courent les petits exploitants par un investissement public et un soutien coordonnés qui stimuleront l'accroissement de l'investissement privé de manière à renforcer les filières agricoles présentant un potentiel de croissance. Indépendamment de l'utilité du FDAR pour l'exécution du projet, les principaux risques de nature à en menacer le succès et les mesures destinées à les atténuer sont résumés ci-dessous:

<i>Risques</i>	<i>Atténuation</i>
Faible intérêt du secteur privé pour le co-investissement dans les filières prioritaires	Les filières ne seront prioritaires aux fins de soutien du projet que lorsque le processus de sélection identifiera un intérêt spécifique confirmé dans les filières de la part des acheteurs et des producteurs, exprimé lors de réunions et de discussions directes.
Ingérence politique susceptible de fausser la sélection des investissements d'infrastructure	Recours à des mécanismes participatifs pour identifier les domaines et les besoins prioritaires concernant les investissements d'infrastructure, combiné à des critères clairs et transparents pour prendre les décisions finales sur l'attribution de programmes particuliers
Carences d'exploitation et de maintenance des périmètres d'irrigation causées par la faiblesse du dispositif de gestion et du financement	Le projet de la Banque mondiale récemment approuvé soutiendra l'élaboration d'une stratégie nationale d'irrigation et de drainage qui définira le rôle et les responsabilités du gouvernement.
Actuellement, les institutions expérimentées qui desservent les agriculteurs sont rares; les groupements et les associations d'agriculteurs fonctionnant sont peu nombreux; les équipes de district du Ministère de l'agriculture n'ont été rétablies que récemment; et les centres de services et de mécanisation agricoles sont relativement nouveaux.	Ce risque sera géré de la façon suivante: i) application d'une approche sans exclusive pour identifier les prestataires de services locaux potentiels et nouer des partenariats avec eux; ii) renforcement des capacités techniques des prestataires de services locaux et fourniture d'un ensemble de techniques agricoles intelligentes face au climat adaptées à chacune des filières prioritaires; et iii) établissement d'un partenariat avec un acteur national crédible/une organisation spécialisée ayant des antécédents avérés dans le transfert de techniques agricoles intelligentes face au climat.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

46. L'approche et les modalités d'exécution du projet sont pleinement cohérentes avec les stratégies et les politiques du FIDA. Plus précisément, il soutient la conformité fiduciaire du FIDA et est aligné sur le Cadre stratégique 2011-2015, la Politique en matière de finance rurale, la note technique sur les dons de contrepartie, la Stratégie concernant le changement climatique, la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la Stratégie concernant le secteur privé, la Politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et la Politique en matière de ciblage du FIDA.

B. Alignement et harmonisation

47. Le projet est aligné sur les priorités du COSOP. Il correspond aussi au Programme de développement économique et de réduction de la pauvreté pour 2003-2015 et à la stratégie de développement agricole du Gouvernement géorgien. Il est harmonisé avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2011-2015 et avec le Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural. Il est envisagé d'utiliser ce programme comme cadre de coopération multilatérale et de soutien des pays partenaires afin de promouvoir plus efficacement des stratégies de développement agricole et rural à long terme.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

48. Le projet, qui constitue un investissement progressif dans la modernisation de l'agriculture géorgienne, est étroitement aligné sur la stratégie et les plans d'action du Ministère de l'agriculture. Il place les investissements intelligents face au climat pilotés par la demande au cœur de son approche filières et s'appuie sur les

meilleures pratiques propres à l'expérience géorgienne. Il accorde la priorité au financement des investissements matériels destinés à renforcer les actifs et les infrastructures de production publics et privés négligés. De plus, pour en accroître l'impact et la durabilité, ces investissements matériels seront complétés par les meilleures pratiques internationales relatives au développement de filières sans exclusive, sélectionnées sur la base de l'expérience pertinente du FIDA et d'autres acteurs. Cette palette d'investissements forme un projet cohérent et réalisable qui devrait apporter des avantages durables à plus de 10 000 petits exploitants.

D. Participation à l'élaboration des politiques

49. La conception du projet met à profit les enseignements tirés des interventions passées du FIDA et de l'expérience d'autres donateurs, à savoir: i) qu'il est nécessaire d'insister, et ce dès le départ, sur l'appropriation et la prise en main par le gouvernement; ii) que la mise en œuvre des dispositions relatives à la gestion du projet devrait être confiée à une unité semi-autonome offrant des conditions d'emploi suffisamment intéressantes pour attirer et retenir un personnel compétent; iii) que la faible capacité institutionnelle de l'État nuit à l'exécution efficace des projets; iv) que le projet doit rester simple et réaliste touchant sa portée et ses modalités d'exécution; et v) que, faute d'un système de S&E fonctionnant bien, les projets précédents n'ont pu prendre en temps opportun des mesures correctives.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement entre la Géorgie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
51. La Géorgie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

53. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la Géorgie un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à huit millions six cent dix mille droits de tirage spéciaux (8 610 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement "Agriculture Modernization, Market Access and Resilience Project"

(Negotiations concluded on 4 July 2014)

Loan Number: []

Project Title: Agriculture Modernization, Market Access, and Resilience (the "Project")

Georgia (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Fund has agreed to extend a loan to the Borrower on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, the competent authorities of the Borrower have applied for a grant (the "GEF Grant") from the Global Environment Facility ("GEF") approximately in the amount of five million three hundred thousand United States dollars (USD 5 300 000) to partially finance the Project, on terms and conditions to be set forth in a grant agreement between the Borrower and the Fund (the "GEF Grant Agreement");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except as specified in Section E.5 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is Eight million six hundred and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 8 610 000).

2. The Loan is granted on blend terms and shall be subject to interest at a fixed rate of 1.25 per cent in addition to a service charge of 0.75 per cent per annum on the principal amount outstanding and shall have a maturity period of twenty-five years, including a grace period of five years, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Principal, interest and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. There shall be a Designated Account in USD maintained by the State Treasury within the Treasury single FX account held in the National Bank of Georgia from which payments shall be made to cover Eligible Expenditures under the Project in both USD and in Georgian Lari (GEL). In addition, each of the entities selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project shall maintain a separate account to receive Project funds, in a bank acceptable to the Fund or at the State Treasury as appropriate.
7. The Borrower shall provide counterpart financing to cover taxes and duties for the Project, estimated at USD 1 800 000.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture through its Rural and Agriculture Development Fund (RADF).
2. The following are designated as additional Project Parties: (i) the entity(ies) selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project; and (ii) such other party(ies) as may be agreed by the Fund and the Borrower.
3. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered and the Project shall be supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (i) The right of the Borrower to withdraw the proceeds of the GEF Grant under the GEF Grant Agreement, to the extent this has entered into force, has been suspended;
 - (ii) The Project Implementation Manual (PIM) referred to under paragraph 7, Section II of Schedule 1 hereto or any provision thereof has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the

Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation; and

- (iii) The Investment Guidelines to be prepared by the RADF and adopted by each of the entities selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project or any provision thereof has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following is designated as additional grounds for cancellation of this Agreement: The right of the Borrower to withdraw the proceeds of the GEF Grant, under the GEF Grant Agreement to the extent this has entered into force, has been cancelled.

3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) The Designated Account referred to in Section B.6 above shall have been duly opened; and
- (ii) The Project Implementation Manual (PIM) referred to under paragraph 7, Section II of Schedule 1 hereto shall have been adopted by the RADF.

4. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (i) no withdrawals shall be made in respect of expenditures for smallholders and agribusiness grants under Category III (Grants and Subsidies) of the allocation table set forth in paragraph 1 of Schedule 2 hereto until:
 - (a) The RADF shall have entered into a subsidiary agreement acceptable to the Fund with each of the entities selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project covering, among other things, budgeting, flow of funds, accounting, financial reporting, internal controls and external audit arrangements;
 - (b) The Investment Guidelines to be prepared by the RADF and adopted by each of the entities selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project shall have been approved by the Fund; and
 - (c) Any one of the entities referred to in Section B.6 above shall be maintaining a separate account to receive Project resources at the State Treasury or in a bank acceptable to the Fund, as appropriate, and shall have communicated to the Fund the names and titles of the persons authorised to operate such account.

5. As an exception to Section 7.05 (Procurement) of the General Conditions, the procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines.

6. This Agreement is subject to ratification by the Borrower and shall enter into force on the date the Fund receives an instrument of ratification.

7. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance
16, Vakhatang Gorgasali Street
0114, Tblisi, Georgia

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

GEORGIA

[]
[]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project Area.* The Project shall be implemented throughout the Borrower's territory while the actual geographical focus shall be determined by its climate change vulnerability and supported value chains. Priority shall be given to poor rural populations in areas where there is agricultural and irrigation development potential.

2. *Target Population.* The primary target group of the Project shall be the productive poor smallholder farmers. The secondary target group for the Project shall be other value chain actors including agribusinesses, cooperatives, or service providers.

3. *Goal.* The overall goal of the Project is to sustainably increase incomes and reduce poverty for women and men in rural Georgia.

4. *Objective.* The development objective of the Project is to stimulate investment in climate smart agricultural value chains to increase incomes and strengthen resilience of smallholder farmers.

5. *Components.* The Project shall have three Components: (1) Irrigation and Agricultural Value Chain Investment; (2) Climate Smart Agriculture and Value Chain Development; and (3) Project Management.

5.1. *Component 1: Irrigation and Agricultural Value Chain Investment.* This Component shall support investment in secondary/tertiary off-farm irrigation and value chain infrastructure (Sub-component 1.1). Moreover, the Component shall stimulate private investment by smallholder farmers and agribusinesses in climate smart production methods and value chain activities through a partial matching grant scheme (Sub-component 1.2). Investments under this Component shall primarily be driven by a participatory approach with smallholder farmers and agribusinesses through multistakeholder processes.

5.2. *Component 2: Climate Smart Agriculture and Value Chain Development.* Main activities to be implemented under this Component for the benefit of investments under the entire Project shall include: (i) an initial value chain screening and prioritization process; (ii) an ongoing multistakeholder process of value chain facilitation in each value chain to identify critical constraints thereof and ways to remove such constraints; and (iii) climate-smart good agricultural practices and technology transfer, training and promotion including practical field training at small-scale technology plots.

5.3. *Component 3: Project Management.* Project management shall be the responsibility of the Ministry of Agriculture, through the RADF.

II. Implementation Arrangements

6. The Rural and Agricultural Development Fund (RADF)

6.1. The RADF shall select and appoint such technical staff or contract local service providers, as required, to:

- i) provide expertise on climate smart agriculture promotion and landscape restoration;
- ii) facilitate local multistakeholder processes in each value chain;

- iii) provide monitoring and technical back-stopping for farmers' training and technology plots;
- iv) advise farmers on farm plans;
- v) conduct follow-up meetings with farmers who are recipients of grants made available under the Project;
- vi) act, or designate the Agriculture Project Management Agency (APMA) and/or any other entity(ies) acceptable to the Fund to act, as small grants administrator and manage the small grants scheme for smallholders under Window 1 (Climate Smart Primary Production) of Sub-component 1.2 of the Project;
- vii) act, or designate APMA and/or any other entity(ies) acceptable to the Fund to act, as large grants administrator and manage the large grants scheme for agribusinesses and cooperatives under Window 2 (Value Chain Development) of Sub-component 1.2 of the Project; and
- viii) enter into a subsidiary agreement, as appropriate, with APMA and/or any of the entities referred to in sub-paragraphs (vi) and (vii) above setting forth the terms of the implementation of the activities in respect of the Window under Sub-component 1.2 respectively assigned thereto.

7. Project Implementation Manual

7.1. The Project shall be implemented in accordance with the PIM, the terms of which shall be prepared and adopted by the RADF in the form substantially non-objected to by the Fund. The PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference, implementation responsibilities and appointment modalities of all Project staff and consultants;
- (b) Project operating manuals, investment guidelines and procedures;
- (c) Monitoring and evaluation systems and procedures;
- (d) A detailed description of implementation arrangements for each Project component;
- (e) Selection criteria for investments under Component 1;
- (f) Modalities for the selection of service provider(s) and Project Parties to be based on transparent and competitive processes; and
- (g) Financial management arrangements including flow of funds, reporting arrangements, accounting, approval of payments, internal controls, fixed asset management, as well as internal and external audit arrangements for the entire Project.

8. *Mid-Term Review*. The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation during the third year of Project implementation (the "Mid-Term Review"). Among other things, the Mid-Term Review shall consider the performance and financial management of contracted implementing partners, the efficacy of technical assistance and capacity building activities, the overall achievement of Project objectives and the constraints thereon and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints within the agreed timeframe.

Schedule 2

Allocation Table

Allocation of Loan Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated in SDR	per cent of Eligible Expenditures to be financed
I. Works	4 645 000	100 per cent net of Government Contributions in the form of duties and taxes, Co-financing and beneficiaries' contributions
II. Consultancies	60 000	100 per cent net of Government Contributions in the form of duties and taxes, Co-financing and beneficiaries' contributions
III. Grants and Subsidies	2 605 000	100 per cent net of Government Contributions in the form of duties and taxes, Co-financing and beneficiaries' contributions
IV. Operating Costs	440 000	100 per cent net of Government Contributions in the form of duties and taxes, Co-financing and beneficiaries' contributions
Unallocated	860 000	
TOTAL	8 610 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I "Works" means Eligible Expenditures related to: i) Irrigation and ii) Value Chain infrastructure including infrastructure design and supervision.

Category II "Consultancies" means Eligible Expenditures related to Technical Assistance, Staff Training, Project Audit and other advisory services under the Project.

Category III "Grants and Subsidies" means Eligible Expenditures related to i) Smallholder grants and ii) Agribusiness Grants, incurred in accordance with the Investment Guidelines, as approved by the Fund.

Category IV "Operating Costs" means Eligible Expenditures related to i) recurrent costs including Travel and Logistics under the Project, ii) salaries of Project staff hired by the RADF and iii) Office and Information Technology equipment, as well as furniture under Component 3.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Taxes.* The Borrower shall ensure that all goods, civil works, and services procured are exempt from duties, exercise taxes, and value added taxes (VAT). Any duties, exercise taxes, VAT which the Project is obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower.
2. *Insurance of Project Personnel.* The RADF shall insure Project personnel against health and accident risks to the extent consistent with its customary practice in respect of its national civil service.
3. *Fraud and Corruption.* The Borrower shall promptly bring to the attention of the Fund any allegations or concerns of fraud and/or corruption in relation to the implementation of the Project of which it has knowledge or become aware.
4. *Gender Focus.* The Borrower shall ensure that the Project benefits poor rural women by providing them with opportunities to express their development priorities and putting in place mechanisms to monitor the impact of the Project on poor rural women's incomes and assets. The Borrower shall ensure that: (i) poor rural women are sensitized about the goal and objectives of the Project provided in Schedule 1 of this Agreement; (ii) poor rural women shall participate in the Project's Annual Stakeholder Review and Planning Workshops; (iii) women shall have a 30 per cent minimum representation in all Project activities.
5. *Resource Protection.* The Borrower shall take all reasonable measures to ensure that existing laws are enforced to safeguard water, forest and wildlife resources in the Project Area. The Borrower shall take all measures to ensure sustainability of the Project without any detriment to the environment and shall promote natural resources' sustainability.
6. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that all vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.
7. *External Auditors.* The Borrower, through the RADF, shall appoint independent auditors acceptable to the Fund, under terms of reference cleared by the Fund annually and in line with the IFAD Guidelines for Project Audits. An audited annual consolidated financial statement for the entire Project, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the end of the Fiscal Year.
8. *Audit of the entities selected to implement activities related to grants under the Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project.* The Borrower shall ensure that the subsidiary agreement entered into by the RADF with each entity selected to implement activities related to Irrigation and Agricultural Value Chain Investment Component (Component 1) of the Project shall specify that independent auditors are required to provide a specific opinion on the procedures employed by such entity, the adequacy of the documentation in support of relevant fund transfers, and whether Project resources have been used in accordance with the Investment Guidelines as approved by the Fund.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators (All household/farmer level indicators to be disaggregated by gender and age)	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
Sustainably increase incomes and reduce poverty for women and men in rural Georgia	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10,000 supported households increase their asset index by at least 10 per cent 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline survey & Impact Assessment ▪ Project completion 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Continued political stability (A) ▪ Marco-economic conditions remain stable or improve to promote investment(A) ▪ Global prices for agricultural commodities and food do not decline significantly (R)
Project Development Objective:			
Stimulate private investment in climate-smart agricultural value chains to increase incomes and strengthen resilience of smallholder farmers in selected project areas.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Increase of more than 20 per cent of real net household farm income for at least 80 per cent of the 10,000 supported households ▪ More than 20 per cent increase in total value (relative to reference market prices) of surplus agricultural production of targeted products sold by participating producers, traders and agribusinesses Climate-smart agricultural production practices are adopted by 50 per cent of trained smallholder farmers. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline & Impact Surveys ▪ Government data ▪ Value chain interviews/focus groups ▪ RIMS surveys ▪ M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Policies and programmes for agricultural development and rural finance allow to operate efficiently (A) ▪ Sufficient numbers of farmers are willing to be involved in value chain development activities (A)
Outcome 1: Rural population agricultural livelihoods improved and their resilience to climate-change enhanced	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 4750 farmers have improved soil conditions and/or on farm water availability ▪ Diversification of farming systems is increased by at least 3000 farmers, with 20 per cent increase over baseline in farmers practicing appropriate crop rotation, inter-cropping or similar soil/nutrition enhancement systems 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline & Impact survey ▪ Interviews/focus groups ▪ Studies and surveys ▪ RIMS surveys ▪ M&E reports ▪ Government Data (GEOSTAT) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Smallholders are willing to engage in value chain development activities (A) ▪ Farmers are willing to engage in efficient water/ land management techniques (A) ▪ Aging farming population (R) ▪ Climatic changes are in line with current predictions (A)

Narrative Summary	Key Performance Indicators (All household/farmer level indicators to be disaggregated by gender and age)	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>Outputs:</p> <p>1.1 Productive infrastructure rehabilitated/constructed</p> <p>1.2. Management and operation arrangements for the rehabilitated infrastructure set-up</p> <p>1.3. Landscape restoration (LR) plans developed and implemented where needed for rehabilitated irrigation schemes.</p> <p>1.4. Training programmes on CSA designed and delivered to farmers and farmer groups.</p> <p>1.5. On-farm demonstration sites set-up where efficient irrigation and CSA production systems are validated and promoted.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 4750 ha receiving reliable irrigation water supply from properly maintained and rehabilitated irrigation schemes. Up to 10 VC related infrastructure constructed. ▪ Up to 150 landscape restoration plans implemented on irrigation scheme ▪ Up to 1000 small grants made to farmers and at least 30 grants made to agribusinesses and processors in target value chains 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructure completion/ status survey reports ▪ Interviews/focus groups ▪ RADF/supervision mission reports ▪ Training reports ▪ Studies and reports ▪ Financial institutions reports ▪ Studies and survey ▪ RIMS surveys ▪ M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lack of funding to operate and maintain productive public rural infrastructure (R) ▪ Agricultural products are competitive (A) ▪ Willingness of farmers to participate/ contribute to matching grants scheme (A) ▪ Difficulties in implementing the restoration plans (R).
<p>Outcome 2</p> <p>Inclusive climate-smart value chains (VCs) are expanded providing improved market opportunities for smallholders</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Private investment in inclusive VC reaches USD 9 million for farmers, agribusinesses and service providers ▪ The volume of services and inputs from private service providers and used by farmers in target VC clusters increases by 20 per cent over current levels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interviews/focus groups ▪ Lending reports from partner FIs ▪ Grant monitoring reports ▪ Value chain interviews/focus groups 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Market options foster profitable partnership between farmers and contractors (A).
<p>Outputs</p> <p>2.1. Climate-smart value chain screening and prioritization conducted</p> <p>2.2. Strengthen commercial linkages facilitated between smallholders and agribusinesses.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 25 VC facilitation events held with a total of over 1000 farmers, agribusinesses and input/service providers participating ▪ Up to 3000 smallholder farmers trained in CSA technology options and practices ▪ 50 staff of local service providers and regional MOA officers receive ToT/refresher training on CSA for target VC production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project progress and activity reports ▪ Grant monitoring reports M&E reports ▪ RIMS surveys 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lack of qualified service providers to act as intermediaries for the project (R). ▪ The quality of agriculture practices and output meet minimum Good Agricultural Practices (GAP) standards (A).